

RAPPORT
FINANCIER
ANNUEL

2021



المغربية للإيجار

MAROC LEASING

GRUPE BANQUE POPULAIRE

2021



SOMMAIRE

PRESENTATION DE MAROC LEASING	4
RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	14
GOVERNANCE	16
GESTION GLOBALE DES RISQUES	18
DISPOSITIF DU CONTROLE PERMANENT	21
GOVERNANCE DU SYSTEME D'INFORMATION	23
RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	24
LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE	26
ANNEXES : COMPTES SOCIAUX ANNUELS	27

1. PRESENTATION DE MAROC LEASING

Maroc Leasing: Le pionnier du leasing au Maroc

Spécialisée dans le financement en crédit-bail de biens mobiliers et immobiliers destinés aux professionnels et aux entreprises, Maroc Leasing créée en 1965, est le pionnier du leasing au Maroc.

Le crédit-bail est une solution de financement souple, économique et fiscalement avantageuse, permettant aux entrepreneurs de se concentrer sur le cœur de leur activité et de préserver leur trésorerie ainsi que leur fond de roulement. Il exige des garanties réduites auprès des bénéficiaires et offre une solution efficace pour le financement du développement pour les sociétés et le renouvellement de leurs équipements.

Cotée à la Bourse de Casablanca, et forte de son expérience de 57 ans d'activité, Maroc Leasing, filiale du groupe Banque Populaire, a développé une expertise et un savoir-faire reconnus, la positionnant aujourd'hui comme le partenaire de référence du financement et de la promotion de l'investissement productif. Elle est également la première société de Leasing à être certifiée ISO 9001 version 2015 sur le marché marocain, ce qui assure son dévouement envers ses clients et la qualité de ses services proposés.

Les valeurs autour desquelles Maroc Leasing a construit sa réussite sont la flexibilité de financement en crédit-bail, la réactivité avec ses clients ainsi que la proximité à travers son réseau d'agences.

1.1 CADRE GENERAL

Dénomination sociale	MAROC LEASING
Activité	Financement en crédit-bail de biens mobiliers et immobiliers
Date de constitution	21 Avril 1965.
Siège social	57. Angle Bd Abdelmoumen et rue Galien (ex Pinel) – Casablanca. Tel: (212) 022 42 95 95 (L.G) Fax: (212) 022 42 95 00 www.marocleasing.ma
Capital social	277 676 800,00 MAD
Actionnaires	Banque Centrale populaire53,11% Holdparts (Groupe BCP).....34,01% The Arab Investment Company.....5,74% Flottant en bourse.....7,14%
Dirigeants	<ul style="list-style-type: none"> • Président du Conseil d'Administration : M. Mohamed Karim MOUNIR • Directeur Général : M. Adil RZAL

1.2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2021

Après le choc de la pandémie, 2021 fut l'année du rebond et de l'accélération. Au lendemain d'une crise inédite qui a bouleversé les sociétés et a mis à l'arrêt l'économie, nous avons posé les bases d'une reprise solide. Maroc Leasing y a montré sa force, son agilité et sa détermination à agir au service de toutes ses parties prenantes. Nous nous sommes mobilisés pour accompagner nos clients dans l'après-crise et financer leur besoin de croissance.

En 2021, au-delà de sa capacité à tirer parti d'un contexte favorable à la reprise de l'activité économique malgré une situation sanitaire toujours tendue, les performances financières de Maroc Leasing confirment la solidité de son profil de risque et la pertinence de sa stratégie de développement.

Face à cette situation contrastée et en dépit des risques de tous ordres à l'horizon, Maroc Leasing aborde résolument l'avenir: elle a appris de cette période sans précédent, et a fait preuve d'une réactivité et d'une efficacité renouvelées, en étant encore plus proche et à l'écoute de ses clients.

2021 – Année de rebond

Après une année 2020 inédite qui a démontré la résilience du modèle de Maroc Leasing, la performance de 2021 témoigne de l'accélération de sa création de valeur rentable et responsable. Sur le plan financier, malgré la pandémie,



Maroc Leasing a retrouvé le niveau d'activité de l'époque pré-Covid-19 avec des indicateurs solides, démontrant sa résilience et son agilité pour faire face à la crise.

- La production atteint 3 580,3 MDH, à fin décembre 2021, contre 2 986,2 MDH au 31.12.2020, retrouvant ainsi le niveau d'activité 2019 ;
- Le PNB s'établit à 371,2 MDH, en progression de 33,4% par rapport à la même période en 2020, et en évolution de 12,2% par rapport à 2019 ;
- La part de marché de Maroc Leasing a connu une nette évolution entre 2019 et 2021 s'établissant respectivement à 21,4% et 24%.

Renforcement du groupe Banque Populaire dans le capital de Maroc Leasing

En 2021, la Banque Centrale Populaire (BCP) renforce sa participation dans le capital de Maroc Leasing. En acquérant les parts minoritaires du CIH Bank, la BCP devient, ainsi, actionnaire majoritaire de référence de Maroc Leasing à hauteur de 87,1%.

Grâce à cette opération, Maroc Leasing entend optimiser la synergie avec le Groupe BCP, et entrevoir ainsi de nouveaux horizons de croissance et de développement.

Renforcement du système de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Maroc Leasing est déterminée à agir avec intégrité et dans le respect des obligations réglementaires en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Conformément à la réglementation, Maroc Leasing a mis en place les moyens de détection des opérations atypiques selon leur classification des risques, permettant d'effectuer, le cas échéant, les examens renforcés et les déclarations nécessaires auprès de l'ANRF.

Courant de l'année 2021, Maroc Leasing a procédé au déploiement de deux systèmes de suivi et de contrôle « SIRON KYC et AML ». Ils s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration continue du dispositif LAB/FT par la pertinence des alertes en affinant les critères de détection et de ciblage ainsi que l'alignement sur les meilleurs standards internationaux en matière d'approche par les risques.

Renforcement du système d'information

L'année 2021 a été marquée par le lancement des projets d'envergure ayant pour objet de rationaliser et améliorer nos systèmes d'information utilisés dans les domaines métiers et comptables, se traduisant par :

Migration de notre ERP métier vers une nouvelle version

Ce Projet entre dans le cadre de la modernisation des moyens et méthodes de travail de Maroc Leasing, et dans le but d'harmoniser les interfaces applicatives pour faciliter et optimiser l'accès à l'information utilisateurs Maroc Leasing.

Migration de notre système comptable

Il s'agit de mettre à niveau le progiciel comptable ainsi que la base de données y afférente pour simplifier et optimiser la consultation, les traitements et la recherche des informations relatives aux opérations comptables.

Mise en place d'un nouveau système de Gestion Risque et Conformité - GRC - :

Afin de permettre aux organes de gouvernance de Maroc Leasing d'avoir une vision consolidée, régulièrement mise à jour, des risques critiques et majeurs et de leur niveau de maîtrise, Maroc Leasing a opté pour un système GRC répondant aux standards internationaux en termes de gestion des risques, à savoir :

- Automatiser le processus de gestion des risques ;
- Synchroniser entre les entités régaliennes ;
- Assurer une communication efficace entre les entités risques, le groupe et les entités opérationnelles ;
- Répondre aux exigences de la Direction Générale et du Comité d'Audit et/ou Risques, en terme de remontée de reporting et de tableaux de bord relatives à la gestion des risques ;
- Orienter le pilotage global par le biais de la gestion des risques ;
- Mettre en place une cartographie des risques qui couvre la totalité des processus ;
- Instaurer le contrôle permanent au niveau de l'ensemble des processus ;
- Instaurer la culture risque au sein de Maroc Leasing.

2. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

II. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE

2.1 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

La croissance économique mondiale aurait nettement rebondi en 2021 accusant une évolution de 5,5% après une forte récession de 3,4% en 2020, grâce à l'orientation expansionniste des politiques macroéconomiques et à la vigueur des dépenses de consommation.

La croissance devrait ainsi décélérer sensiblement à 4,1% en 2022 accompagnée par une forte hausse de la dette mondiale. L'incertitude et les risques pesant sur les perspectives de croissance mondiale demeureraient importants.

En outre, la décélération dans certaines grandes économies notamment aux Etats Unis et en Chine, devrait peser sur la demande extérieure adressée aux pays émergents et en développement.

Au niveau des pays avancés, la plupart des économies devraient retrouver en 2022 leur trajectoire de production pré-pandémique. Globalement, elles devraient continuer leur redressement avec un taux de 3,8% après 5% en 2021.

Aux Etats Unis, la croissance devrait ralentir à 3,7% en 2022 après 5,6% en 2021 en liaison avec la baisse de l'épargne excédentaire engendrée par des transferts fédéraux et qui aurait fortement soutenu la consommation des ménages et l'investissement en 2021.

Dans la zone euro, en dépit des inquiétudes liées à la progression de nouveaux variants, le redressement de la production devrait se poursuivre avec une croissance du PIB de 5,2% et 4,2% en 2021 et 2022 respectivement.

Dans les Pays Emergents et en Développement, la croissance économique devrait rester désynchronisée. Les pays exportateurs des matières premières devraient bénéficier des prix élevés à l'exportation et d'une forte demande mondiale, tandis que la reprise devrait rester mitigée dans de nombreux pays, notamment ceux à faible revenu et où le risque sanitaire resterait élevé à cause du faible taux de vaccination.

En Chine, l'économie traverse une période d'importants ajustements suite au durcissement de la réglementation dans divers secteurs et aux efforts engagés pour remédier aux problèmes liés à l'endettement de certaines entreprises notamment dans le domaine de l'immobilier. Le rythme de croissance devrait ainsi ralentir à 5,1% en 2022 après le rebond de 8,0% attendu en 2021.

Dans ces conditions, le commerce mondial, devrait progresser à un rythme modéré de 5,8% après un vif rebondissement de 9,5% en 2021, reflétant une orientation de la demande vers des produits manufacturés à forte intensité commerciale, notamment des biens durables.

2.2 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

Après sa profonde récession en 2020, l'activité économique nationale aurait connu un fort rebond en 2021, bénéficiant des retombées positives de la campagne agricole et du raffermissement des demandes intérieure et extérieure suite à l'amélioration de la situation épidémiologique.

Le secteur primaire aurait enregistré une forte croissance de l'ordre de 17,9% en 2021 après une baisse de 6,9% enregistrée en 2020 suite aux bonnes performances de la campagne agricole et des activités de l'élevage et de la pêche.

Quant aux industries mécanique, métallurgique et électrique, leur valeur ajoutée aurait affiché une croissance positive de l'ordre de 8,9% en 2021 après son retrait de 18,1% en 2020, soutenue par la reprise du secteur de l'automobile, grâce à l'accroissement de la demande extérieure adressée aux composants électroniques et aux fils et câbles électriques.

Les industries chimiques et para-chimiques auraient enregistré une évolution de seulement 1,2% en 2021 après 8,8% en 2020. En outre, la hausse de la demande étrangère pour les dérivées du phosphate et le maintien de la demande des industries de transformation locales auraient permis au secteur minier de poursuivre son évolution positive en enregistrant une croissance de 1,3% en 2021 après 5% en 2020.

De ce fait, la dynamique engendrée par la reprise de plusieurs activités industrielles aurait profité au secteur de l'énergie, qui aurait enregistré une croissance de 5,8% en 2021, et plus particulièrement au volume de la production de l'énergie électrique.

De son côté, le secteur du Bâtiment et Travaux Publics aurait connu une forte reprise de 10,8% en 2021.

L'activité du transport aurait enregistré un affermissement de près de 10,1% tiré par l'amélioration de l'activité des transports ferroviaire et routier et dans une moindre mesure du transport aérien.



Dans ces conditions, le marché du travail aurait connu une relative amélioration sur l'ensemble de l'année 2021 avec des créations nettes d'emploi qui auraient atteint 184 000 postes et une amélioration du taux d'activité après avoir entamé une tendance baissière ces dernières années. Cette situation aurait porté le taux de chômage au niveau national à près de 12,2%, au lieu de 11,9% enregistré en 2020.

Les avancées en matière des campagnes de vaccination, l'amélioration de la situation sanitaire et le retour graduel d'optimisme qui en résulte auraient permis un rebond de la demande intérieure qui se serait accrue de 8% en volume, au lieu d'une baisse de 6% en 2020, contribuant à la croissance du PIB de 8,6 points. En effet, la consommation finale nationale, principale composante de la demande intérieure, aurait progressé de 6,1% en 2021, une progression induisant à une contribution de 4,8 points de pourcentage à la croissance du PIB.

Quant à l'investissement brut, sa croissance évaluée à 13,3% en 2021 aurait contribué de 3,8 points de pourcentage à la croissance du PIB au lieu d'une contribution négative de 4,5 points en 2020, grâce aux investissements dans les secteurs de la construction et de l'industrie qui auraient progressé respectivement de 10,8% et 9%.

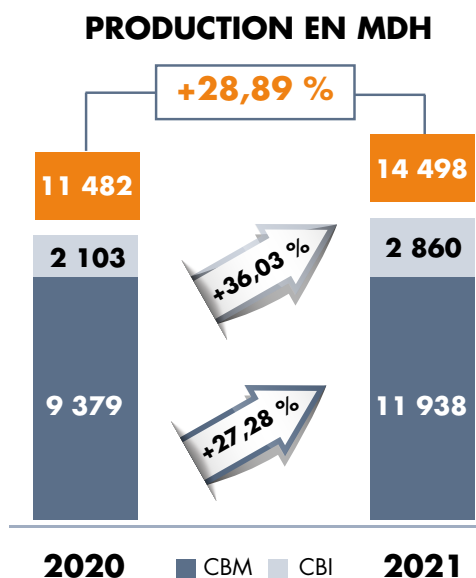
Le déficit budgétaire aurait connu un allègement en 2021 pour atteindre 6,5% du PIB, après son creusement en 2020, restant toutefois à un niveau élevé sous l'effet des exigences des dépenses d'ordre social et d'investissement.

Les prévisions de la croissance économique nationale pour l'année 2022 se basent sur un scénario d'une production céréalière moyenne durant la campagne agricole 2021/2022 et prennent en compte les nouvelles dispositions de la loi de finance 2022. Ces projections supposent également la poursuite de l'amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc, la consolidation des IDE et le maintien des transferts des MRE. Cependant, ces perspectives devraient rester entourées de fortes incertitudes liées à l'évolution de la situation pandémique, notamment l'apparition d'éventuels variants et ses retombées sur la croissance économique. En tenant compte des hypothèses retenues, la reprise économique nationale devrait se poursuivre en 2022, quoiqu'en décélération après le fort rebond attendu en 2021.

En termes nominal, le produit intérieur brut devrait enregistrer une décélération de son rythme de croissance à 4,7%. Cette évolution fait ressortir le maintien du niveau d'inflation, mesurée par l'indice implicite du PIB, à 1,8% en 2022.

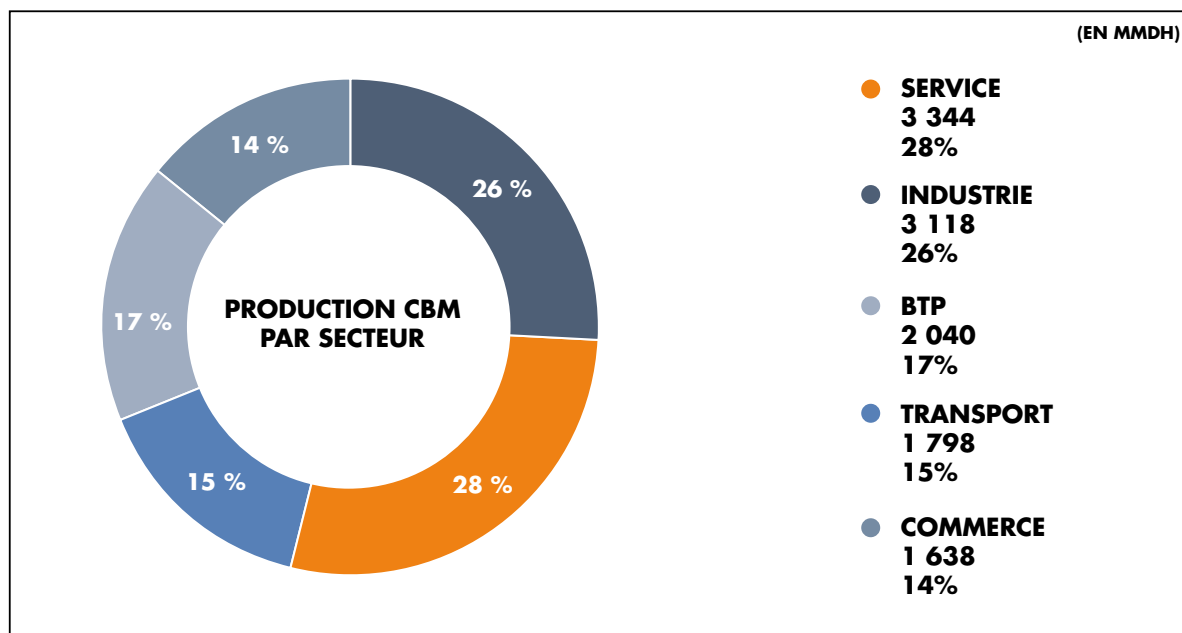
2.3 EVOLUTION DU MARCHÉ DE CRÉDIT BAIL AU MAROC

Le marché national de crédit-bail a connu une forte hausse, avec une production de 14 498 MDH au 31.12.2021 contre 11 482 MDH en 2020, soit un taux de croissance du secteur de 28,89%.



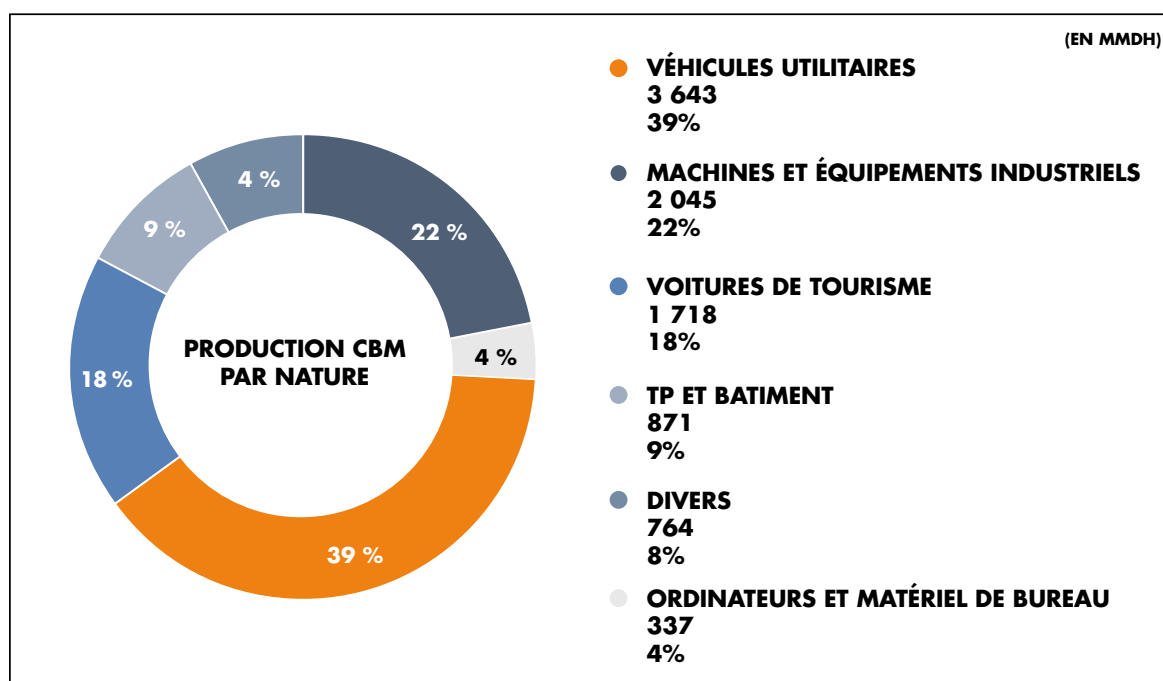
Constituant le cœur de métier de la profession, la production de Crédit-Bail Mobilier (CBM), reste prépondérante avec 80,67% de la production totale, soit 11 938 MDH contre 9 379 MDH en 2020.

LA RÉPARTITION DE LA PRODUCTION CBM PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ SE PRÉSENTE COMME SUIT :



La production relative aux secteurs « Industrie » et « Service » représente 54% de la production globale.

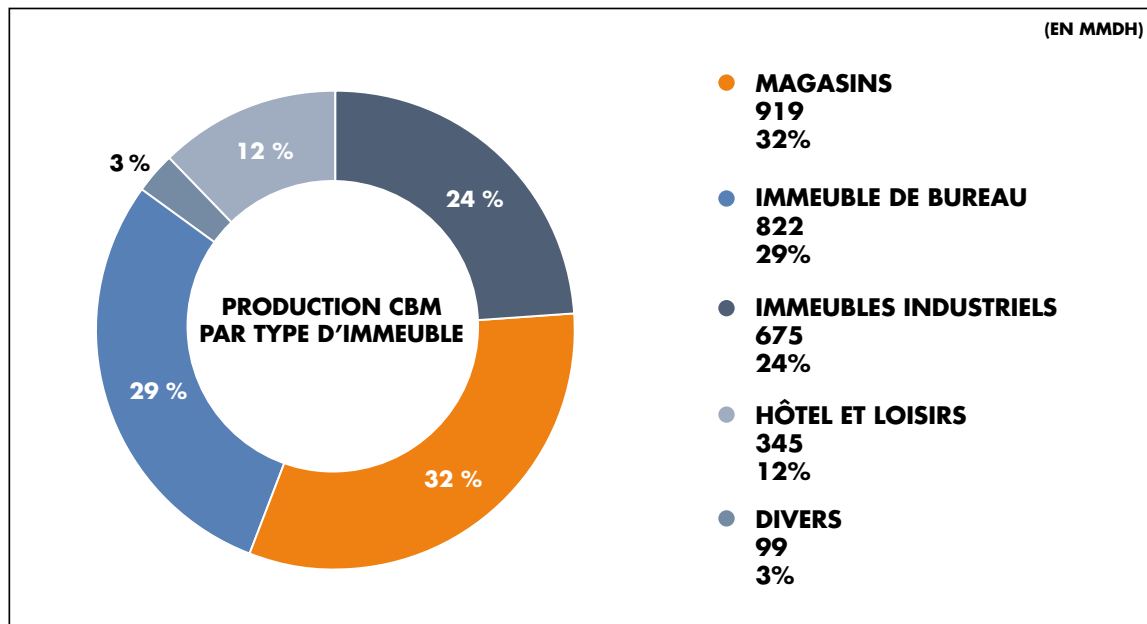
LA RÉPARTITION DE LA PRODUCTION CBM PAR NATURE DE BIEN :





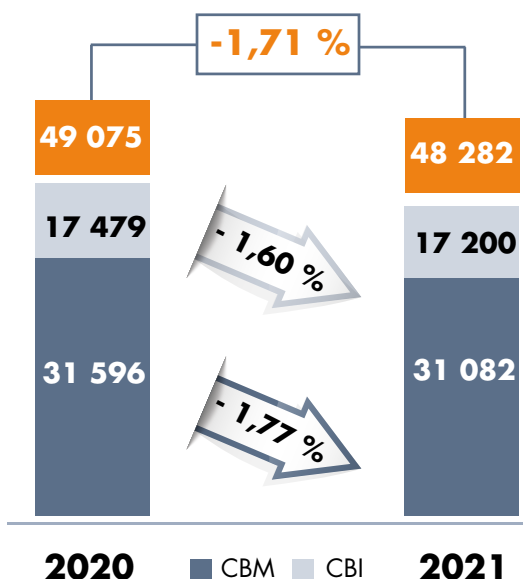
Le Crédit-Bail Immobilier (CBI), enregistre une évolution de la production de 36% passant de 2 103 MDH en 2020 à 2 860 MDH à fin décembre 2021. Sa part dans la production globale se situe à 19.33%, et se répartit par type de bien comme suit :

LA RÉPARTITION DE LA PRODUCTION CBI PAR NATURE DE BIEN :



En conséquence, l'encours global du marché a reculé de 1.71% passant de 49 075 MDH au 31.12.2020 à 48 282 MDH au 31.12. 2021.

ENCOURS FINANCIER EN MDH



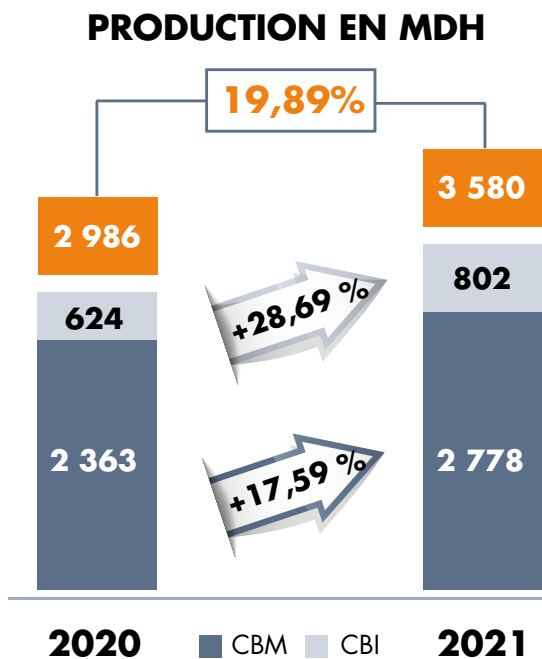
La ventilation de l'encours global par type de produit se présente comme suit :

- Crédit-Bail Mobilier : 31 082 MDH au 31.12.2021 contre 31 596 MDH au 31.12.2020, soit une baisse de 1.77%.
- Crédit-Bail Immobilier : 17 200 MDH au 31.12.2021 contre 17 479 MDH au 31.12.2020, soit une régression de 1.60%.

2.4 BILAN D'ACTIVITÉ DE MAROC LEASING

2.4.1 PRODUCTION

La production globale réalisée au 31.12.2021 s'établit à 3 580 MDH en hausse de 19.89% par rapport à 2020.

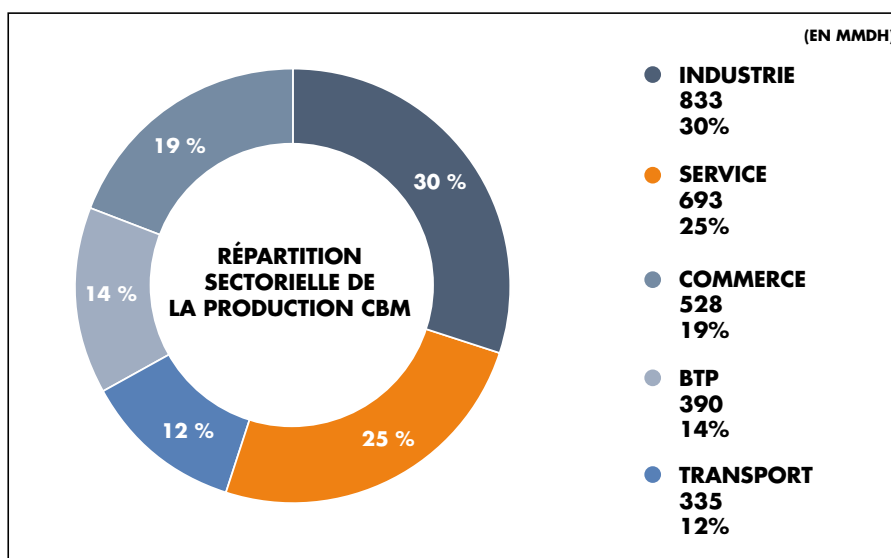


La production CBM atteint 2 778 MDH, soit 77.60% du total réalisé, et 23.33% de part de marché.

La production CBI se stabilise à 802 MDH, soit 22.40% du total réalisé, et 26.83% de part de marché.

2.4.2 RÉPARTITION SECTORIELLE DE LA PRODUCTION CBM

La répartition sectorielle de la production CBM de Maroc Leasing en 2021 se présente comme suit :

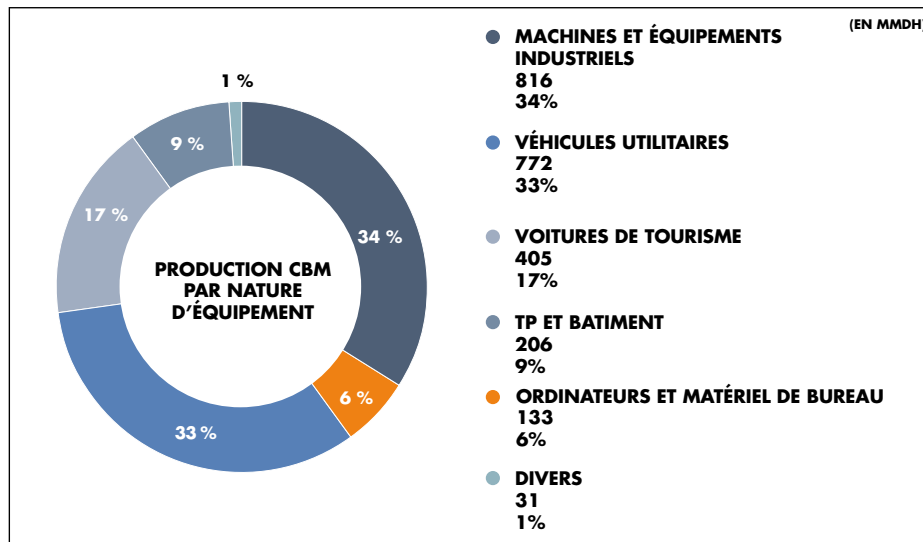


La production relative aux secteurs « Industrie » et « service » représente 55% de la production globale.

Il est à noter que le secteur « Industrie » mobilise à lui seul 833 MDH. Il représente 30% de la production CBM globale.



2.4.3 PRODUCTION CBM PAR NATURE D'ÉQUIPEMENT

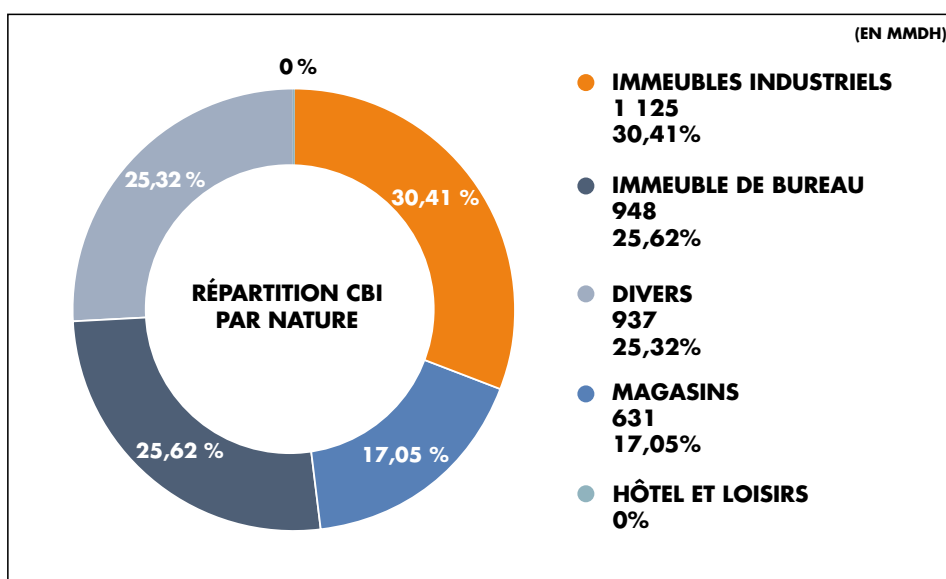


Le matériel roulant (véhicules utilitaires et voitures de tourisme) représente 50% de la production CBM de Maroc Leasing. Le financement des machines et équipements industriels représente 34% de la production CBM.

2.4.4 RÉPARTITION CBI PAR NATURE DE BIEN

Au titre de l'année 2021, les financements en crédit-bail immobilier ont atteint 802 MDH soit 22.40% de la production globale de Maroc Leasing et 26.83% de part de marché.

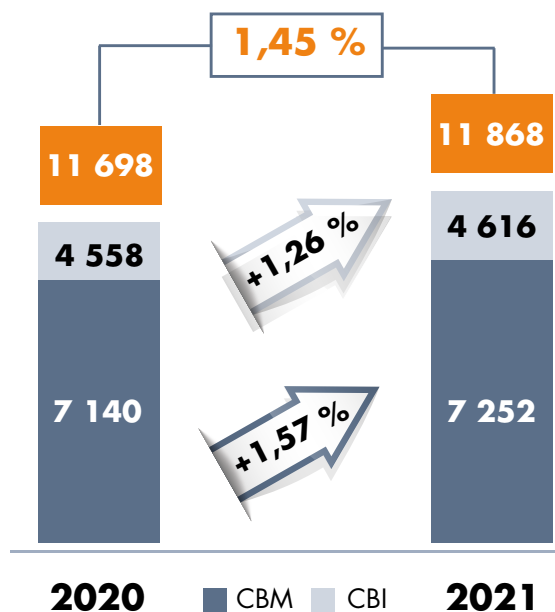
LA RÉPARTITION PAR TYPE DE BIEN SE PRÉSENTE COMME SUIT :



2.4.5 ENCOURS FINANCIER

L'encours global de Maroc Leasing a enregistré une hausse de 1,45% passant de 11 698 MDH au 31.12.2020 à 11 868 MDH au 31.12.2021, représentant une part de marché de 24,58%.

ENCOURS FINANCIER EN MDH



L'encours CBM qui représente 61,11% de l'encours financier global, enregistre une hausse de 1,57% par rapport à fin décembre 2020.

Quant à l'encours CBI qui représente 38,89% de l'encours financier global, il affiche une hausse de 1,26% par rapport à fin décembre 2020.

2.5 SITUATION FINANCIERE AU 31 DECEMBRE 2021

Au niveau des ressources, l'encours des financements au 31 décembre 2021 a atteint 8 543 MDH contre 8 416 MDH en 2020. Concernant l'exploitation, le chiffre d'affaires hors taxes, principale composante des produits d'exploitation bancaires, a atteint un montant de 3 765 MDH contre 3 502 MDH l'exercice précédent.

Au niveau des charges d'exploitation, les charges financières se sont élevées à 370,45 MDH contre 381,63 MDH en 2020, en baisse de 2,9%. Les dotations aux amortissements ont totalisé la somme de 3 023 MDH contre 2 841 MDH en 2020, le taux d'amortissement se situe ainsi à 80,30% contre 81,15% en 2020.

Le Produit Net Bancaire, quant à lui, s'établit à 371,16 MDH contre 278,13 MDH en 2020, soit une hausse de 33,4%.

Les charges générales d'exploitation ont totalisé la somme de 82,86 MDH contre 77,62 MDH en 2020, en hausse de 6,7% :

- Les frais du personnel se sont élevés à 48,72 MDH contre 46,73 MDH en 2020 ;
- Les impôts et taxes ont totalisé un montant de 396 MDH ;
- Le poste des charges externes a atteint à fin décembre 2021 un montant de 25,08 MDH contre 22,30 MDH.

Le compte de provisions pour créances en souffrance a enregistré une dotation de 148,30 MDH au 31/12/2021 contre 167,68 MDH en 2020.



Les autres dotations aux provisions affichent un montant de 49,04 MDH contre 43,08 MDH une année auparavant ;

Quant aux provisions sur créances récupérées, elles ont fait l'objet de reprises à hauteur de 62,49 MDH contre 106,83 MDH l'année précédente.

Le résultat net affiche un montant de 90,74 MDH contre 19,41 MHD à fin décembre 2020, soit une hausse de 367,6%, à noter que l'année 2020 a été impactée par la pandémie COVID-19.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS SE PRÉSENTENT COMME SUIV

En KDH	2021	2020	EVOL.
Encours financier	11 867 539	11 698 093	1,45%
Chiffre d'affaires HT	3 764 966	3 501 510	7,50%
Charges financières	370 453	381 628	-2,90%
Charge des immobilisations en crédit- bail et en location	3 023 131	2 841 534	6,40%
Produit Net Bancaire (PNB)	371 155	278 126	33,40%
Charges générales d'exploitation	82 859	77 620	6,70%
Dotations aux provisions nettes de reprises	139 126	157 868	-13,47%
RÉSULTAT NET	90 736	19 405	367,60%

2.6 PERSPECTIVE 2022

En 2022, Maroc Leasing poursuivra la mise en œuvre de son plan de développement stratégique, et reste engagée pour accompagner le financement de la relance de l'économie marocaine. Maroc Leasing aborde 2022 avec détermination, en s'appuyant sur la synergie avec le Groupe Banque Populaire, et se mobilise au côté de ses clients pour les accompagner sur le chemin de la reprise économique.

Aussi, au vue des perspectives de reprise, Maroc Leasing renforce son positionnement et ambitionne de recruter davantage les TPME, non encore servies par le financement leasing et qui constituent un important levier de croissance, et ce tout en veillant à la maîtrise du risque.

3. RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES :



7, Boulevard Driss Slaoui
20 160 Casablanca
Maroc

MAROC LEASING S.A.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021



Lot 57 Tour CFC - Casa
Anfa 20220 Hay Hassani
Casablanca Maroc

Aux Actionnaires de la société
MAROC LEASING S.A.
57, Angle rue Pinel Bd. Abdelmoumen - CASABLANCA.

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de Maroc Leasing S.A., comprenant le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 1 117 809 dont un bénéfice net de KMAD 90 736. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 22 février 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de Maroc Leasing S.A. au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Identification et évaluation du risque de crédit sur les immobilisations données en crédit-bail

Risque identifié

Les immobilisations données en crédit-bail sont porteuses d'un risque de crédit qui expose Maroc Leasing à une perte potentielle si les clients ou les contreparties s'avèrent incapables de faire face à leurs engagements financiers. Maroc Leasing constitue des provisions destinées à couvrir ce risque.

Ces provisions sont déterminées en application des principes du Plan Comptable des Établissements de Crédit (PCEC) et notamment selon les dispositions de la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib relative à la classification des créances et à leur couverture par les provisions, qui présente les critères à minima.

L'évaluation des provisions en couverture des engagements sur la clientèle requiert :

- L'identification des engagements en souffrance ;
- L'évaluation du montant des provisions en fonction des différentes catégories de classification des engagements et de l'évaluation de la valeur marchande des biens.

Les informations concernant les règles de classification et de provisionnement des créances sont présentées dans l'état « Principales méthodes d'évaluation appliquées » et l'état « Provisions » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC).

Au 31 décembre 2021, le montant des provisions pour dépréciation sur les créances en souffrance s'élève à MMAD 679 ; il ramène l'encours des immobilisations données en crédit-bail à un montant net de MMAD 11 630.

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit relatif aux immobilisations données en crédit-bail ainsi que l'évaluation des provisions y afférentes constituent un point clé de l'audit, ces éléments présentant des montants significatifs et faisant appel pour certains aspects au jugement et aux estimations de la direction.

Réponse d'audit

Nous avons examiné le dispositif de contrôle interne et testé les contrôles clés manuels et informatisés que nous avons jugés clés pour notre audit, relatifs à la revue du portefeuille, l'identification des encours en souffrance et au calcul des provisions.



Nos travaux d'audit ont principalement consisté en :

- Prendre connaissance des principales conclusions des comités spécialisés chargés du suivi des créances sensibles ou en souffrance ;
- Etudier la conformité au PCEC et notamment à la circulaire 19/G/2002 de Bank Al Maghrib des principes mis en œuvre par Maroc Leasing ;
- Revoir la classification des créances relatives aux immobilisations données en crédit-bail ;
- Tester le calcul des provisions pour une sélection de créances en souffrance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes de la Profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

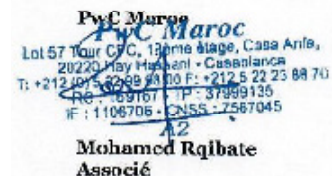
Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 25 mars 2022

Les Commissaires aux Comptes



Honoraires des Commissaires Aux Comptes	KDH
CAC	Honoraires versés aux CAC
Mazars Audit et Conseil	300
Fidaroc Grant Thornton	300
TOTAL	600

4. GOUVERNANCE

Maroc Leasing est dotée d'une organisation et structure de gouvernance intégrée, lui permettant de repérer les risques auxquels elle est confrontée, de mettre en œuvre un système de contrôle interne adéquat et efficace et d'établir un système de suivi et de réajustement.

La responsabilité du contrôle, de la mesure et de la supervision des risques est partagée entre d'une part le Conseil d'Administration et les comités émanant du conseil et d'autre part la direction et les comités internes.

4.1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable de la solidité financière de Maroc Leasing. Il définit ses orientations stratégiques, y compris sa politique de développement, et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois en 2021, et se compose comme suit :

Nom et Prénom	Fonction	Date première de nomination en tant qu'administrateur	Expiration du mandat	Nombre de mandats
M. Karim Mohamed MOUNIR	Président du Conseil D'Administration	15 juin 2011	A.G.0 Exercice 2021	2 mandats
M. Mohammed Kamal MOKDAD	Administrateur	19 février 2021	A.G.0 Exercice 2021	1 mandat
M. Jalil SEBTI	Administrateur	19 février 2021	A.G.0 Exercice 2021	1 mandat
M. Choukri OIMDINA	Administrateur/ Représentant BCP	26 novembre 2018	A.G.0 Exercice 2021	1 mandat
M. Abdeslam BENNANI	Administrateur	05 février 2015	A.G.0 Exercice 2021	2 mandats
M. Hassan DEBBAGH	Administrateur	30 septembre 2021	A.G.0 Exercice 2021	1 mandat
M. Hassan MOURAD	Administrateur	11 mai 2018	A.G.0 Exercice 2021	1 mandat
M. Zaied ARFAOUI	Administrateur	30 septembre 2009	A.G.0 Exercice 2021	2 mandats

Leur mandat sera actualisé lors de la prochaine AGO.



4.2 COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE D'ADMINISTRATION

4.2.1 COMITÉ D'AUDIT ET DES RISQUES

Nom et Prénom	Fonction
M. Choukri OIMDINA	Président du Comité d'Audit
M. Hassan DEBBAGH	Membre du Comité d'Audit et des Risques
M. Abdeslam BENNANI	Membre du Comité d'Audit et des Risques

4.2.2 COMITÉ DE RÉMUNÉRATION ET NOMINATION

Nom et Prénom	Fonction
M. Karim Mohamed MOUNIR	Président du Comité
M. Mohammed Kamal MOKDAD	Membre du Comité
M. Jalil SEBTI	Membre du Comité

4.3 COMITÉS ÉMANANT DE L'ORGANE DE DIRECTION

Les comités internes sont des organes de décisions ou de suivi. Les principaux Comités ainsi que leurs prérogatives sont présentés comme suit :

4.3.1 Comité de direction

Le comité de direction a pour principales attributions :

- Mettre en œuvre les directives du Conseil d'Administration ;
- Réaliser le suivi des décisions prises par le Conseil d'Administration ;
- Suivre les réalisations des différents domaines d'activités de Maroc Leasing : (commercial, recouvrement, finance, ...).

4.3.2 COMITÉ DE SUIVI DU PLAN STRATÉGIQUE

- Evaluer la position stratégique de Maroc Leasing, compte tenu de l'évolution de son environnement et de ses segments de clientèle ainsi que ses axes de développement à moyen et long terme ;
- Etablir la stratégie commerciale et marketing et veiller à son application ;
- Suivre les projets stratégiques et décider des priorités ;
- Suivre les plans d'action découlant du Plan Moyen Terme.

4.3.3 COMITÉ DE SUIVI DES PLANS D'ACTION RISQUES & AUDIT

- Suivre la mise en application des recommandations émises par le Comité d'Audit, les Commissaires Aux Comptes, l'Inspection Générale Groupe et l'Audit interne ;
- Suivre le plan d'action adopté par la fonction des Risques et de la Conformité.

4.3.4 COMITÉ DE PERFORMANCE

- Apprécier la performance des processus ;
- Déterminer les mesures à prendre pour améliorer la performance des processus ;
- Suivre les projets en cours.

4.3.5 COMITÉ ALM

- Définir et mettre en œuvre la stratégie à court et moyen-long termes en matière de gestion globale du bilan (liquidité et taux) ;
- Optimiser le couple risque/rentabilité en fonction des évolutions du marché et de la stratégie clientèle ;
- Améliorer le coût de refinancement ;
- Prévoir et gérer les impasses de liquidité et de taux.

4.3.6 COMITÉ DE CRÉDIT

- Statuer sur tout élément lié au risque de crédit encouru par Maroc Leasing;
- Quand la demande de financement dépasse 30 MDHS par client y compris l'encours financier, un comité élargi nommé « Comité Grands Risques » se tient avec la consultation de deux membres externes à Maroc Leasing.

4.3.7 COMITÉ DE RECOUVREMENT ET CRÉANCES SENSIBLES

- Arrêter la liste des créances en souffrance et suivre leur évolution ;
- Valider les dossiers à transférer au contentieux ;
- Examiner l'état d'avancement des dossiers gérés en précontentieux ;
- Valider le choix de l'avocat à la phase précontentieuse.

4.3.8 COMITÉ SYSTÈME D'INFORMATION & SÉCURITÉ

- Valider le schéma directeur SI ;
- Suivre les projets SI ;
- Valider le périmètre des tests d'intrusion ;
- Apprécier le niveau de sécurité du système d'Information ainsi que les actions correctives et préventives.

4.3.9 COMITÉ DÉONTOLOGIQUE & ETHIQUE

- S'assurer de l'application des règles déontologiques et éthiques ;
- Se prononcer sur les cas et faits de déontologie et d'éthique ;
- Suivre le plan d'action établi par l'entité chargée de la déontologie et de l'éthique.

4.3.10 COMITÉ DE SÉCURITÉ & HYGIÈNE

- S'assurer de l'application des dispositions relatives à la sécurité et la protection de la santé ;
- Veiller au bon entretien et au bon usage des dispositifs de protection des salariés contre les risques professionnels ;
- Porter une appréciation sur le fonctionnement du service médical assuré par le médecin de travail.

5. GESTION GLOBAL DES RISQUES

5.1 RISQUE DE CRÉDIT

Maroc Leasing est conforme aux différentes dispositions réglementaires mises en place par Bank Al Maghrib pour la gestion de risques crédit. Plusieurs techniques préventives ou à posteriori sont utilisées :

- Sécurité et rentabilité des opérations ;
- Diversification des risques ;



- Sélection stricte des dossiers lors de l'octroi ;
- Séparation entre les fonctions de l'activité « Commerciale » et celle de l'appréciation et évaluation des demandes de crédit « Engagement », ainsi que du « contrôle des risques » ;
- Collégialité de la décision par l'instauration des Comités de crédit et de suivi des créances en souffrance et de créances sensibles ;
- Détection précoce de défaillance des contreparties ;
- Réactivité dans le recouvrement ;
- Veille Réglementaire.

5.1.1 SYSTÈME DE SCORING ET DE NOTATION

Au cours de l'exercice 2021, Maroc Leasing a continué ses efforts dans la réalisation des différentes phases du projet d'insertion opérationnelle du modèle Notation et IFRS 9.

Le système de notation interne fait partie intégrante du dispositif d'évaluation, de maîtrise et de surveillance du risque de crédit de Maroc Leasing. Il couvre l'ensemble des méthodes, procédés, outils et contrôles qui permettent l'évaluation de ce risque et prend en compte le paramètre fondamental qui est la probabilité de défaut (PD) correspondant à une échelle de notation. Cette démarche s'inscrit dans le processus de gestion globale du risque de crédit dont l'objectif est de détecter en amont les signes de détérioration potentielle des contreparties et répondre aux exigences réglementaires en la matière.

5.1.2 CONCENTRATION SECTORIELLE

Maroc Leasing dispose d'un dispositif de gestion et de suivi du risque de concentration sectorielle. Il s'articule autour de règles et normes qui consistent à combiner la mesure du degré de sinistralité des secteurs avec leurs potentiels de développement. Ce dispositif constitue une composante importante du processus de planification stratégique du développement du portefeuille.

5.1.3 SUIVI DES CRÉANCES SENSIBLES

Le dispositif de gestion des créances sensibles a pour objectif de déceler suffisamment à l'avance les créances présentant certains critères, et préservant dans le temps le potentiel du recouvrement éventuel,

Ce dispositif concerne tous les clients présentant des anomalies par rapport aux conditions d'utilisation des financements accordés ou des signaux significatifs de détérioration potentielle de la qualité du risque de contrepartie.

L'identification et le suivi de ces créances s'opèrent conjointement par les fonctions risques, financière et recouvrement avec un passage au comité pour validation et constitution de provisions.

5.1.4 STRESS TESTS

Maroc Leasing conduit un exercice régulier de stress tests qui consiste à s'assurer de sa capacité à résister à des scénarii de dégradation extrêmes inattendus et à en mesurer l'impact des facteurs de risque sur sa capacité de résistance en termes de solvabilité et de rentabilité. Ces stress tests s'appuient sur des textes réglementaires ou définis en interne le cas échéant. Ce dispositif fait partie intégrante du dispositif de gestion de pilotage des risques et participe au processus de planification des fonds propres et des exigences réglementaires.

5.2 RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE TAUX

Dans le cadre du renforcement de son système de pilotage et de ses outils d'aide à la décision, Maroc Leasing a mis en place un système de gestion actif-passif (ALM). L'objectif est d'optimiser les stratégies de refinancement et d'assurer l'adéquation entre emplois et ressources en termes de volume et de profils d'amortissement, tout en optimisant la gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt.

5.2.1 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Ce risque revêt un caractère particulier dans le cas des sociétés de financement, à l'instar des banques, dont l'objectif est de maximiser la marge de transformation.

La méthode utilisée est la méthode des impasses. Les impasses de liquidité sont définies par les différences entre les encours du passif et de l'actif à une date donnée.

Nous distinguons les impasses statiques de liquidité et les impasses dynamiques

La gestion « ALM » consiste à dresser les profils d'amortissement des ressources et des emplois. L'échéancier de recouvrement des emplois est ensuite corrigé pour tenir compte des impayés et des créances non recouvrées, ce qui permettra d'obtenir un échéancier « réel » pour les emplois.

Les flux prévisionnels entrants et sortants, que sont les recouvrements des redevances relatives aux financements accordés par Maroc Leasing et les remboursements des différents emprunts contractés par Maroc Leasing, sont alors confrontés. Cette confrontation permettra de calculer les impasses « statiques » de liquidité.

La nouvelle production est ensuite intégrée pour un horizon de gestion donné et les impasses « dynamiques » recalculées, puis les besoins de refinancement prévisionnels déterminés.

5.2.2 RISQUE DE TAUX

Quant au risque de taux d'intérêt, il se définit comme le risque de voir les résultats affectés défavorablement par les mouvements des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt reflète généralement l'inadéquation entre les éléments de l'actif et ceux du passif en termes de référence de taux et de durée.

L'activité de Maroc Leasing consiste à se financer auprès du secteur bancaire ou sur le marché obligataire pour octroyer des crédits-baux mobilier et immobilier. Les taux de financement et les taux de sortie constituent les éléments centraux dans la formation de ses résultats, et leur différentiel conditionne sa rentabilité.

Du côté des ressources de Maroc Leasing, la majeure partie des lignes de financement sont à taux fixes. Elles sont composées généralement de crédit moyen terme et d'emprunts obligataires. Ces lignes de financement ont une maturité initiale de 5 à 7 ans. Du côté des emplois, les CBM et CBI ont une maturité moyenne respective de 48 et 120 mois. Le taux d'intérêt est fixe pendant les 5 premières années avec la possibilité de le réviser toutes les 5 années durant la durée de contrat.

5.3 DISPOSITIF DU RISQUE OPERATIONNEL

Le dispositif de gestion des risques opérationnels mis en place par Maroc Leasing vise à identifier l'ensemble des sources de risques majeurs en vue de les couvrir (fraude interne, fraude externe, pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail, clients produits et pratiques commerciales, dysfonctionnements de l'activité et des systèmes, exécution livraison et gestion des processus).

Le dispositif mis en place cherche à répondre au mieux aux recommandations de BAM et aux pratiques préconisées par les accords du Comité de Bâle. Globalement, il s'inscrit dans un système d'amélioration continue.

Afin de renforcer la maîtrise des risques opérationnels, Maroc Leasing veille à :

- Alimenter et mettre à jour la cartographie des risques ;
- Constituer une base de données des incidents opérationnels ;
- Mettre à jour les procédures de suivi et de contrôle des différents risques identifiés ;
- Adopter des mesures destinées à réduire les risques.

5.3.1 CARTOGRAPHIE DES RISQUES OPÉRATIONNELS

La démarche de revue de la cartographie des risques opérationnels s'appuie sur le référentiel interne des processus notamment un découpage des activités et la réalisation des travaux d'analyses d'impacts à dire d'expert avec les responsables des entités afin de valider les risques inventoriés.

L'évaluation de ces risques s'effectue selon le paramètre de la fréquence et celui de l'impact suivant une grille de score. Les dispositifs de maîtrise de risques sont appréciés par rapport à leur pertinence et leur applicabilité selon trois niveaux : satisfaisant, à renforcer ou insatisfaisant.

Le niveau de maîtrise de ces risques se fait via la mise en place d'actions préventives et / ou correctifs faces aux risques majeurs identifiés.

Au cours de l'exercice 2021, Maroc Leasing a fait appel à un prestataire externe pour l'accompagner à la mise à jour du dispositif des risques opérationnels. Le projet porte sur la refonte des cartographies des risques opérationnels, un découpage de l'activité et un pilotage de l'activité par le biais d'un outil répondant aux standards internationaux dans la gestion des risques opérationnels.



5.3.2 COLLECTE DES INCIDENTS

Le système de collecte des incidents liés aux risques opérationnels se base sur un mécanisme déclaratif géré en temps réel grâce à un applicatif dédié. L'animation des acteurs du processus de collecte permet d'améliorer la qualité des déclarations et d'avoir une meilleure visibilité sur le profil risque de chaque processus.

La collecte des incidents opérationnels courant l'exercice 2021 a permis de :

- Définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées ;
- Acquérir une meilleure connaissance des vulnérabilités ;
- Renforcer la sensibilisation et la vigilance au risque opérationnel au sein de Maroc Leasing.

5.3.3 SUIVI DES ACTIVITÉS EXTERNALISÉES

Maroc Leasing apprécie le niveau d'exposition des risques opérationnels liés aux activités critiques confiées aux prestataires externes à travers des grilles d'évaluations. Les typologies de risques liées sont :

Il s'agit notamment du :

- Risque juridique ;
- Risque de divulgation d'informations internes ;
- Risque lié à la protection des données à caractère personnel ;
- Risque de non performance ou de défaillance du prestataire ;
- Risque d'image ou de réputation ;
- Risque de concentration d'activités externalisées chez un seul prestataire.

5.3.4 DISPOSITIF DE GESTION DU PLAN DE CONTINUITÉ D'ACTIVITÉ

Le plan de continuité d'activité de Maroc Leasing, a pour objectif une gestion adaptée, cohérente, synchronisée et efficace des situations qui pourront affecter tout ou partie des entités de l'établissement. Il permet de minimiser les effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles puis la reprise planifiée des activités.

Le dispositif relatif au plan de continuité d'activité se détaille comme suit :

- Plan de secours métier définissant les activités critiques ;
- Cartographie et scénarios de sinistres ;
- Procédures de gestion de crise ;
- Procédures en mode dégradé ;
- Plan de Communication ;
- Plan d'hébergement des utilisateurs avec les solutions de repli retenues, et les procédures de reprise ;
- Plan de secours informatique (PSI) permettant la reprise des activités dans les délais ;
- Plan de formation et sensibilisation du personnel sur l'exercice d'évacuation.

6. DISPOSITIF DU CONTROLE PERMANENT

Le contrôle permanent est constitué de l'ensemble des dispositifs qui permettent de fournir une assurance raisonnable quant à la maîtrise des risques selon leur niveau d'acceptation. Le dispositif du contrôle permanent est adapté à son activité, à sa taille, à la complexité et à l'importance des risques que les activités du périmètre génèrent.

Le contrôle permanent vérifie le respect des règles de gestion, l'existence, la permanence et la pertinence des contrôles.

Le contrôle permanent procède à des contrôles permanents de deuxième niveau. Il centralise et analyse les résultats des contrôles, et produit périodiquement des reportings à destination du Comité d'Audit & des Risques.

7. DISPOSITIF DE CONFORMITÉ, DEONTOLOGIE ET ETHIQUE

7.1 CONFORMITE

La fonction conformité de Maroc Leasing assure la gestion du dispositif de prévention du risque de non-conformité, veille à sa cohérence et à son efficacité. Elle conseille et assiste l'ensemble des collaborateurs pour prévenir d'éventuels risques de non-conformité dans l'exercice de leurs fonctions, et se positionne comme un acteur clé de la mise en œuvre opérationnelle des principes énumérés dans le code de déontologie et la charte de conformité.

Elle assure également :

- La sécurité financière : la connaissance du client, le respect des règles relatives aux sanctions internationales, la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme y compris les déclarations de soupçons auprès des autorités de contrôle ;
- La veille réglementaire et la réalisation d'actions de formations et de sensibilisations sur les évolutions réglementaires ;
- La protection de clientèle par rapport aux traitements des réclamations ;
- La prévention du conflit d'intérêt et la lutte contre la corruption et la fraude ;
- Le respect de la déontologie et de l'éthique professionnelle ;
- Le respect des réglementations sur la responsabilité sociale et environnementale ;
- La maîtrise des risques de non-conformité relatifs aux nouveaux produits/activités ;
- La protection des données à caractère personnels.

Au titre de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, Maroc Leasing a, au cours de l'année 2021, complété et adapté son dispositif afin de prendre en compte les nouvelles exigences issues des textes réglementaires émanant d'autorités de contrôle.

Conformément à la réglementation en vigueur, Maroc Leasing a mis l'accent sur les éléments suivants :

- Une connaissance approfondie et actualisée de la relation d'affaire à l'entrée en relation et tout au long de la relation d'affaire ;
- Adoption d'une approche par les risques permettant une classification des clients en fonction des risques de blanchiment de capitaux et de financement de terrorisme ;
- Un dispositif de filtrage des bases clients et des transactions reposant sur des solutions automatisées ;
- Un dispositif de surveillance et de contrôle ;
- Une transmission en interne des alertes et des soupçons ainsi que les déclarations auprès de l'autorité nationale de renseignement financier.

Le dispositif mis en œuvre est constitué de politiques et procédures internes, d'outils de filtrage et profilage, de formation et de contrôle de surveillance permettant d'assurer le respect des réglementations en matière de sanctions financières qui lui sont applicables.

Maroc Leasing a lancé en 2021 un programme de sensibilisation et de transformation du dispositif KYC afin d'en accroître l'efficacité opérationnelle et d'améliorer l'expérience client. Ce programme, placé sous la responsabilité de la fonction conformité, donne lieu à un suivi étroit et régulier au plus haut niveau de la Direction Générale. Des travaux menés dans ce cadre ont permis la refonte d'un cadre industrialisé de filtrage en concertation avec le groupe BCP.

Quant au dispositif de profilage, Maroc Leasing a poursuivi en 2021 le renforcement du dispositif de détection des opérations suspectes ou atypiques avec le déploiement de nouvelles méthodes de surveillance et l'application de scénarii capables de détecter les risques LCB-FT adaptés aux risques encourus par notre établissement.

Maroc Leasing s'est engagée en concertation avec le groupe BCP à la mise en conformité du projet relatif à la protection des données à caractère personnel. Ce projet a pour objet de s'assurer du respect de toutes les réglementations relatives à la protection des données à caractère personnel et plus particulièrement à assurer la conformité avec le règlement européen relatif à la protection des données personnelles (RGPD).



Au cours de l'exercice 2021, les actions menées dans le cadre de ce projet ont permis de :

- Instaurer une fonction « Data Privacy Officer » qui a pour rôle d'animer une communauté de « data privacy liaisons » répartis dans l'ensemble des entités et métiers de Maroc Leasing.
- Mettre en place un comité régulier avec le groupe pour piloter les actions de mise en conformité des actions relevant de la feuille de route RGPD.
- Formaliser un registre de traitement des données à caractère personnel en cours d'élaboration avec l'appui du groupe.

7.2 DEONTOLOGIE ET ETHIQUE

Le code de déontologie et d'éthique définit les règles de bonne conduite et de saine gouvernance des activités et métiers, devant être observées par les différents acteurs de Maroc Leasing.

Le code vise à préserver l'image et la réputation de Maroc Leasing. Il a pour objectif également de sécuriser le processus de son développement et d'élever ses standards de qualité et de professionnalisme.

Conformément aux exigences en la matière, la fonction conformité a soumis ses rapports d'activité déontologie auprès de l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux. Ces rapports sont accompagnés de la liste actualisée des personnes initiées selon les modalités d'échange convenus.

8. GOUVERNANCE DU SYSTEME D'INFORMATION

Les nouvelles technologies de l'information et les moyens de communication se diversifient et les utilisations des systèmes d'information aussi évoluent et s'enrichissent chaque jour, face à ce contexte et ayant pris conscience de l'importance stratégique des systèmes d'information et de leur performance opérationnelle et économique, Maroc Leasing a placé la DSI au centre des attentions pour répondre aux enjeux d'innovation et d'intégration des technologies.

Le système d'information Maroc Leasing se compose d'un ensemble de plateformes :

Backoffice

- Un ERP ouvert qui permet de gérer l'intégralité du cycle de vie du métier de leasing avec un système de workflows intégré ;
- Un ERP comptable qui couvre la comptabilité générale, trésorerie, rapprochement bancaire, gestion des immobilisations, gestion des fournisseurs d'exploitation, Communication réglementaire ;
- Un outil de dématérialisation documentaire « GED » ;
- Un outil CRM ;
- Une solution de lutte anti blanchiment ;
- Une solution Scoring et de Notation.

Front office

- Un espace partenaire baptisé Wajiha, qui donne la possibilité à nos partenaires d'effectuer des propositions en ligne, suivre leurs portefeuilles clients, la gestion des tâches, alertes et notification, reporting...;
- Un espace client pour rendre l'accessibilité à l'information plus simple et plus rapide « la consultation, l'édition et le suivi des contrats, la situation client, l'édition des factures, l'édition de l'échéancier, la demande SAV ainsi que la gestion des réclamations ;
- Une solution mobile sur des tablettes au profit des commerciaux pour la gestion des propositions, simulations et des portefeuilles.

La gouvernance du système d'information est désormais un impératif pour conduire et faire évoluer le SI en accord avec les parties prenantes. Pour cela, Maroc Leasing a mis un ensemble de mesures pour assurer une bonne gouvernance IT :

- Un comité de suivi IT qui se tient chaque trimestre pour avoir une visibilité de l'avancement du portefeuille global des projets, centraliser et qualifier les nouvelles demandes métiers, décider & arbitrer ;
- Un comité de sécurité SI qui se tient sur une fréquence semestrielle ;
- Une charte de sécurité SI ;
- Des audits de sécurité et des tests d'intrusion réalisés en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière ;
- La sensibilisation des utilisateurs sur la cybercriminalité.

9. RAPPORT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

9.1 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

En tant qu'acteur significatif du financement de l'économie, Maroc Leasing a un rôle à jouer dans la transition vers un développement durable et a choisi depuis 2015 de renforcer ses ambitions en matière de responsabilité sociale et environnementale.

La RSE est à ce titre l'un des grands leviers transverses du plan stratégique de Maroc Leasing, au service d'une création de valeur pérenne.

La démarche environnementale et sociale permet de nourrir le dialogue stratégique avec les clients et d'accompagner leur propre transition vers un modèle plus durable, à travers le développement d'offres innovantes.

Maroc Leasing a adopté une démarche de responsabilité d'entreprise gérée à travers un Système de Gestion des Risques Environnementaux et Sociaux (SGES). Elle intègre les risques sociaux et environnementaux dans l'analyse des financements de projets. Le SGES s'intègre dans la démarche globale d'évaluation des risques avant l'octroi des demandes de financement aux entreprises. Il impose à chaque étape la prise en compte des impacts environnementaux.

UN FINANCEMENT POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans un contexte énergétique en perpétuelle évolution (maîtrise des consommations énergétiques, financements innovants, autoconsommation, ...), Maroc Leasing déploie des solutions de financement pour accélérer la transition énergétique des entreprises, leur permettant d'adopter des démarches efficaces et écoresponsables.

Maroc Leasing élargit sa plateforme de financement et met à la disposition de ses clients de nouvelles lignes de financement et développe ainsi son expertise dans le financement vert :

GREEN VALUE CHAIN

Maroc Leasing a déployé un nouveau programme de financement vert, nommé GVC - Green Value Chain. Il s'agit d'un package de financement et d'accompagnement complet permettant de financer, de manière attractive, une large gamme d'investissements verts, entre autres les projets d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables à petite échelle, de gestion d'eau, de traitements des déchets, d'économies d'énergies liées aux bâtiments.

Ce programme de financement permet aux entreprises marocaines de renforcer leur compétitivité et indirectement, celle de leurs écosystèmes (chaînes de valeur), et créer ainsi, une base industrielle décarbonnée et circulaire pour servir notamment le marché européen.

GVC bénéficie du soutien de l'Union européenne, du Fonds Vert pour le Climat, du Compte Coréen pour l'Assistance Technique et la Coopération, et du Compte Spécial des Actionnaires de la BERD.

LIGNE FINEA

Maroc Leasing renforce son dispositif de relance de l'investissement, et finance à des conditions avantageuses les projets d'investissement des PME exerçant dans tous les secteurs productifs de l'économie et ce grâce à une convention de refinancement signée entre BCP et FINEA.

9.2 INFORMATION SOCIALE

Maroc Leasing a doté la fonction Ressources Humaines d'outils adaptés et évolutifs permettant d'accompagner le développement de l'entreprise avec efficacité. Une large place est accordée à la compétence et aux contributions individuelles et collectives.

Le recrutement au sein de Maroc Leasing fait l'objet d'une planification des besoins inscrite dans le cadre du PMT triennal et évaluée dans le cadre du processus budgétaire.

Maroc Leasing exige pour ses recrues des parcours en adéquation avec ses valeurs, tout en favorisant la diversité des profils et des sources de recrutement. Une attention particulière est portée à l'adéquation entre ses valeurs et celles incarnées par les candidats.

Sur le plan de gestion des carrières, Maroc Leasing place le capital humain au cœur de sa vision et son développement.

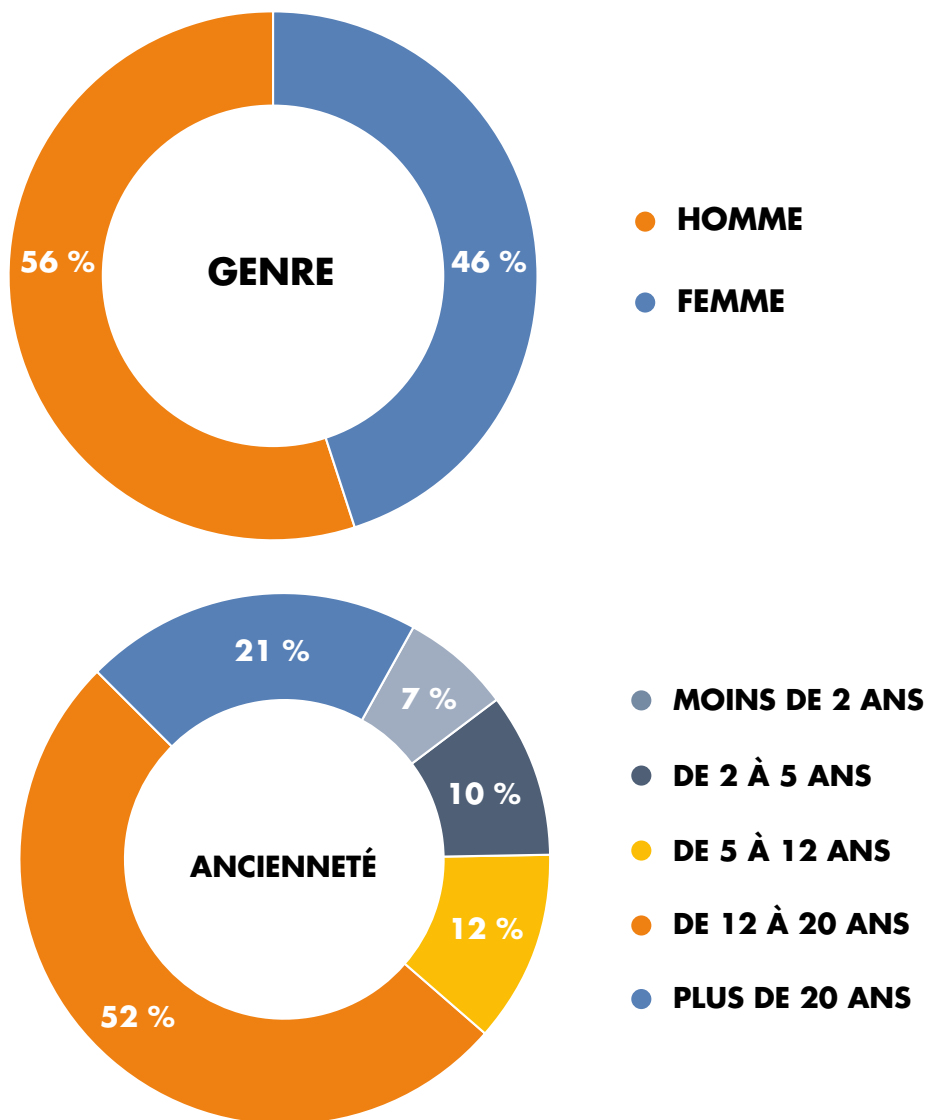


Sa politique de Gestion de carrière est fondée sur le développement des compétences, la responsabilisation et la mise en place d'une culture de communication et de partage, visant à porter ses effectifs aux plus hauts niveaux d'expertise, grâce notamment à sa politique de formation.

A cet effet, Maroc Leasing a mis en place une ingénierie de formation en vue d'assurer le développement des compétences, l'épanouissement des collaborateurs et la valorisation de leurs expériences (compétences techniques liées au poste, compétences managériales et de leadership).

Concernant les autres indicateurs sociaux, le personnel de Maroc Leasing est représenté par six délégués. Aucun accident de travail n'a été recensé, et aucun mouvement de grève n'a été constaté en 2021.

En 2021, Maroc Leasing a recruté 3 cadres, son effectif compte 102 personnes au 31.12.2021, ventilé par genre et ancienneté comme suit :



10. LISTE DES COMMUNIQUES DE PRESSE

COMMUNIQUÉS

Communiqué Conseil d'Administration du 19 février 2021 : 25 février 2021

Indicateurs de l'Activité du 4^{ème} trimestre 2020 : 26 février 2021

Publication des états financiers au 31 déc 2020 : 31 mars 2021

Communiqué - Indicateurs financier au 31 déc 2020 : 30 avril 2021

Rapport financier annuel 2020 : 30 avril 2021

Indicateurs financiers au 31.03.2021 : 11 mai 2021

Avis de convocation AGO du 28.06.2021 : 25 mai 2021

Formulaire de vote par correspondance ou procuration AGO du 28 juin 2021 : 16 juin 2021

Informations droit de vote 28 juin 2021 : 16 juin 2021

Communiqué AGO 28 juin 2021 : 29 juin 2021

Communiqué de presse - Acquisition par la BCP de la participation du CIH dans Maroc Leasing : 6 juillet 2021

Communiqué CA 14.07.2021 : 15 juillet 2021

Détail du vote AGO 28 juin 2021 : 19 juillet 2021

Etats financiers semestriels au 30 juin 2021 : 30 septembre 2021

Communiqué - indicateurs du troisième trimestre 2021 : 30 novembre 2021

Ratios prudentiels prévisionnels Maroc Leasing : 2 décembre 2021

Pour consulter nos communiqués de presse :
<http://www.marocleasing.ma/Medias/Pages/Publications.aspx>

11. ANNEXES : COMPTES SOCIAUX ANNUELS

BILAN - ACTIF		
	En Milliers de Dh	
ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
1. Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Services des chèques postaux	-	-
2. Créances sur les établissements de crédit et assimilés	70	-
A vue	70	-
A terme	-	-
3. Créances sur la clientèle	8 533	6 263
Crédits de trésorerie et à la consommation	343	171
Crédits à l'équipement	-	-
Crédits immobiliers	68	97
Autres crédits	8 122	5 995
4. Créances acquises par affacturage	-	-
5. Titres de transaction et de placement	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
Autres titres de créance	-	-
Titres de propriété	-	-
6. Autres actifs	137 868	129 202
7. Titres d'investissement	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
Autres titres de créance	-	-
8. Titres de participation et emplois assimilés	1 260	1 260
9. Créances subordonnées	-	-
10. Immobilisations données en crédit-bail et en location	11 630 124	11 330 587
11. Immobilisations incorporelles	124 296	126 515
12. Immobilisations corporelles	15 528	15 793
TOTAL DE L'ACTIF	11 917 679	11 609 620

HORS BILAN		
	En Milliers de Dh	
	31/12/2021	31/12/2020
ENGAGEMENTS DONNES	1 094 087	1 101 030
1 Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
2 Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	1 094 087	1 101 030
3 Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
4 Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
5 Titres achetés à réméré	-	-
6 Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	1 009 156	1 585 708
7 Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	302 000	700 000
8 Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	707 156	885 708
9 Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
10 Titres vendus à réméré	-	-
11 Autres titres à recevoir	-	-

ETAT DES SOLDES DE GESTION		
	En Milliers de Dh	
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	31/12/2021	31/12/2020
+ Intérêts et produits assimilés	2 258	1 429
- Intérêts et charges assimilées	370 016	381 627
MARGE D'INTERET	-367 758	-380 198
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 762 490	3 500 052
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 023 131	2 841 534
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	739 359	658 518
+ Commissions perçues	-	-
- Commissions servies	-	-
Marge sur commissions	-	-
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
+ Résultat des opérations sur titres de placement	218	28
+ Résultat des opérations de change	-	-
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	218	28
+ Divers autres produits bancaires	-	-
- Diverses autres charges bancaires	664	222
PRODUIT NET BANCAIRE	371 155	278 126
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	101	230
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	82 859	77 620
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	288 397	200 736
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	117 005	114 788
+ autres dotations nettes des reprises aux provisions	22 122	43 081
RESULTAT COURANT	149 270	42 867
RESULTAT NON COURANT	-3 003	5 438
- IMPÔTS SUR LES RESULTATS	55 531	28 900
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	90 736	19 405
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT		
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	90 736	19 405
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	7 459	7 171
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	36 915	30 000
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	16 915	-
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	8	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	118 187	56 576
- Bénéfices distribués	33 321	-
+ AUTOFINANCEMENT	84 866	56 576

BILAN - PASSIF		
	En Milliers de Dh	
PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9 173 773	8 943 377
A vue	634 295	526 896
A terme	8 539 478	8 416 481
3. Dépôts de la clientèle	50 013	62 578
Comptes à vue créditeurs	38 439	34 967
Comptes d'épargne	-	-
Dépôts à terme	-	-
Autres comptes créditeurs	11 574	27 611
4. Titres de créance émis	816 807	819 387
Titres de créance négociables	-	-
Emprunts obligataires	816 807	819 387
Autres titres de créance émis	-	-
5. Autres passifs	703 962	678 690
6. Provisions pour risques et charges	55 315	45 193
7. Provisions réglementées	-	-
8. Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
9. Dettes subordonnées	120 046	120 047
10. Ecarts de réévaluation	-	-
11. Réserves et primes liées au capital	423 774	423 774
12. Capital	277 677	277 677
13. Actionnaires Capital non versé (-)	-	-
14. Report à nouveau (+/-)	205 576	219 492
15. Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
16. Résultat net de l'exercice (+/-)	90 736	19 405
TOTAL DU PASSIF	11 917 679	11 609 620

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES		
	En Milliers de Dh	
	31/12/2021	31/12/2020
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 764 966	3 501 509
1 Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	311	178
2 Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 947	1 251
3 Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
4 Produits sur titres de propriété	218	28
5 Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 762 490	3 500 052
6 Commissions sur prestations de service	-	-
7 Autres produits bancaires	-	-
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 393 811	3 223 383
8 Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	336 242	345 656
9 Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	3 755	2 604
10 Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	30 019	33 367
11 Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	3 023 131	2 841 534
12 Autres charges bancaires	664	222
III. PRODUIT NET BANCAIRE	371 155	278 126
13 Produits d'exploitation non bancaire	101	230
14 Charges d'exploitation non bancaire	-	-
IV. CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	82 859	77 620
15 Charges de personnel	48 719	46 730
16 Impôts et taxes	396	396
17 Charges externes	25 081	22 298
18 Autres charges générales d'exploitation	1 204	1 025
19 Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	7 459	7 171
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	228 528	264 700
20 Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	148 304	167 680
21 Pertes sur créances irrécouvrables	31 187	53 939
22 Autres dotations aux provisions	49 037	43 081
VI. REPRISSES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	89 401	106 831
23 Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	62 486	106 831
24 Récupérations sur créances amorties	-	-
25 Autres reprises de provisions	26 915	-
VII. RESULTAT COURANT	149 270	42 867
26 Produits non courants	-	9 788
27 Charges non courantes	3 003	4 350
VIII. RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	146 267	48 305
28 Impôts sur les résultats	55 531	28 900
IX. RESULTAT NET DE L'EXERCICE	90 736	19 405

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE			En Milliers de Dh	
	31/12/2021	31/12/2020		
1 (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	3 365 060	3 501 509		
2 (+) Récupérations sur créances amorties	-	-		
3 (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	101	10 018		
4 (-) Charges d'exploitation bancaire versées	370 680	3 223 383		
5 (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	3 003	4 350		
6 (-) Charges générales d'exploitation versées	75 400	70 449		
7 (-) Impôts sur les résultats versés	14 181	43 618		
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	2 901 897	169 727		
Variation des :				
8 (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-70	-		
9 (±) Créances sur la clientèle	-2 270	-2 579		
10 (±) Titres de transaction et de placement	-	-		
11 (±) Autres actifs	-8 666	7 765		
12 (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-3 093 126	122 052		
13 (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	230 396	-243 251		
14 (±) Dépôts de la clientèle	-12 565	-8 304		
15 (±) Titres de créance émis	-2 580	120		
16 (±) Autres passifs	25 272	-26 715		
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-2 863 609	-150 912		
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	38 288	18 815		
17 (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-		
18 (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	8	-		
19 (-) Acquisition d'immobilisations financières	-	-		
20 (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	4 975	18 815		
21 (+) Intérêts perçus	-	-		
22 (+) Dividendes perçus	-	-		
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-4 967	-18 815		
23 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-		
24 (+) Emission de dettes subordonnées	-	-		
25 (+) Emission d'actions	-	-		
26 (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-		
27 (-) Intérêts versés	-	-		
28 (-) Dividendes versés	33 321	-		
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-33 321	-		
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	-	-		
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	-	-		
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	-	-		

PROVISIONS						En Milliers de Dh	
PROVISIONS	Encours 31/12/2020	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2021		
PROVISIONS, DEBUTES DE L'ACTIF, SUR :	1 413 161	269 631	110 292	-	1 572 500		
créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-		
créances sur la clientèle	-	-	-	-	-		
titres de placement	243	-	-	-	243		
titres de participation et emplois assimilés	10 926	-	-	-	10 926		
Provisions pour dépréciation des immobilisations en crédit-bail et en location	806 547	123 809	47 980	-	882 376		
Provision créance en souffrance sur opération de crédit-bail et en location	595 445	145 822	62 312	-	678 955		
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	45 193	37 037	26 915	-	55 315		
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-		
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-		
Provisions pour risques généraux	30 000	36 915	16 915	-	50 000		
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-		
Provisions pour autres risques et charges	15 193	122	10 000	-	5 315		
Provisions réglementées	-	-	-	-	-		
TOTAL GENERAL	1 458 354	306 668	137 207	-	1 627 815		

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2021						En Milliers de Dh	
NATURE DES TITRES EMIS	CARACTÉRISTIQUES						
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale	Taux	Mode de Remboursement		
Emprunt Obligataire	5 avril 2017	5 avril 2022	400 000	3,48% ^(*)	IN FINE		
Emprunt Obligataire	5 avril 2017	5 avril 2022	400 000	2,17% ^(**)	IN FINE		
TOTAL			800 000				
(*)Taux fixe							
(**)Taux variable							

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE											En Milliers de Dh	
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice		
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions			
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	21 739 308	21 114 250	20 451 254	22 402 304	2 855 681	9 210 849	269 631	110 292	1 561 331	11 630 124		
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
CREDIT-BAIL MOBILIER	13 399 582	5 250 619	4 858 695	13 791 506	2 482 923	6 640 446	2 482	174	239 321	6 911 739		
- Crédit-bail mobilier en cours	422 424	2 736 469	2 477 606	681 287	-	-	-	-	-	681 287		
- Crédit-bail mobilier loué	12 563 154	2 477 606	2 364 600	12 676 160	2 480 758	6 227 316	2 482	174	239 321	6 209 523		
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	414 004	36 544	16 489	434 059	2 165	413 130	-	-	-	20 929		
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	7 303 137	1 338 165	1 215 813	7 425 489	372 758	2 570 403	121 327	47 806	643 055	4 212 031		
- Crédit-bail immobilier en cours	242 248	759 189	555 310	446 127	-	-	-	-	-	446 127		
- Crédit-bail immobilier loué	6 327 688	555 310	626 148	6 256 850	364 392	1 901 625	121 327	47 806	643 055	3 712 170		
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	733 201	23 666	34 355	722 512	8 366	668 778	-	-	-	53 734		
LOYERS COURUS A RECEVOIR	24 857	4 995 272	5 000 160	19 969	-	-	-	-	-	19 969		
LOYERS RESTRUCTURES	14 608	21 935	28 017	8 526	-	-	-	-	-	8 526		
LOYERS IMPAYES	17 097	6 756 830	6 717 796	56 131	-	-	-	-	-	56 131		
CREANCES EN SOUFFRANCE	980 027	2 751 429	2 630 773	1 100 683	-	-	145 822	62 312	678 955	421 728		
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
BIENS MOBILIER EN LOCATION SIMPLE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
LOYERS COURUS A RECEVOIR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
LOYERS RESTRUCTURES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
LOYERS IMPAYES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
LOYERS EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
TOTAL	21 739 308	21 114 250	20 451 254	22 402 304	2 855 681	9 210 849	269 631	110 292	1 561 331	11 630 124		

DETTE ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES							En Milliers de Dh	
DETTE	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2021	Total 31/12/2020		
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc					
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	630 602	-	-	630 602	526 896		
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-		
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-		
- à terme	-	-	-	-	-	-		
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	400 000	-	-	400 000	800 000		
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-		
- à terme	-	400 000	-	-	400 000	800 000		
EMPRUNTS FINANCIERS	-	8 118 812	-	-	8 118 812	7 590 297		
AUTRES DETTES	-	-	-	-	-	-		
INTERETS COURUS A PAYER	-	24 359	-	-	24 359	26 184		
TOTAL	-	9 173 773	-	-	9 173 773	8 943 377		

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET PROVISIONS						En Milliers de Dh	
RUBRIQUES	31/12/2021		31/12/2020				
	Créances en Souffrances	Provisions	Créances en Souffrances	Provisions			
Créances Pré-douteuses	19 109	3 125	14 681	1 971			
Créances douteuses	25 343	10 086	22 622	8 452			
Créances Compromises	1 056 231	665 744	942 724	585 022			
TOTAL	1 100 683	678 955	980 027	595 445			

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE						
	En Milliers de Dh					
	D 1mois	1mois < D 3mois	3mois < D 1an	1an < D 5ans	D > 5ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	70	-	-	-	-	70
Créances sur la clientèle	7	107	227	70	-	411
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	662 796	34 840	309 233	5 711 744	4 021 513	10 740 126
TOTAL	662 873	34 947	309 460	5 711 814	4 021 513	10 740 607
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	342 547	1 401 765	1 488 013	5 082 208	859 240	9 173 773
Dettes envers la clientèle	-	-	-	11 574	-	11 574
Titres de créance émis	-	-	816 807	-	-	816 807
Emprunts subordonnés	-	-	46	-	120 000	120 046
TOTAL	342 547	1 401 765	2 304 866	5 093 782	979 240	10 122 200

MARGE D'INTÉRÊT		
	En Milliers de Dh	
	31/12/2021	31/12/2020
INTERETS PERCUS	2 258	1 429
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	311	178
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 947	1 251
INTERETS SERVIS	370 016	381 627
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	336 242	345 656
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	3 755	2 604
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	30 019	33 367
MARGE D'INTERET	-367 758	-380 198

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE			
En Milliers de Dh			
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques		Immobilisations données en crédit-bail et en location	35 960
Autres valeurs et sûretés réelles			17 875 310
TOTAL			17 911 270
Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres			
Hypothèques	NEANT	NEANT	NEANT
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL			

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS	
En Milliers de Dh	
I DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	149 270
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	41 039
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	30 886
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	159 423
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	58 987
. Résultat courant après impôts (=)	90 283
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	
	NEANT

CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31/12/2021							
En Milliers de Dh							
CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2021	Total 31/12/2020	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle			
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-	
- Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-	
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-	
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-	
- Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-	
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	343	343	171	
CREDITS A L'EQUIPEMENT	-	-	-	-	-	-	
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	-	68	68	97	
AUTRES CREDITS	-	-	-	8 122	8 122	5 995	
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-	
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	-	-	-	-	-	
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-	
- Créances pré-douteuses	-	-	-	-	-	-	
- Créances douteuses	-	-	-	-	-	-	
- Créances compromises	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	-	-	-	8 533	8 533	6 263	

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES									
En Milliers de Dh									
NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	170 579	2 362	-	172 941	44 064	4 581	-	48 645	124 296
- Droit au bail	101 076	-	-	101 076	-	-	-	-	101 076
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	69 503	2 362	-	71 865	44 064	4 581	-	48 645	23 220
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	42 509	2 613	27	45 095	26 716	2 878	-	29 567	15 528
- Immeubles d'exploitation	2 238	-	-	2 238	-	-	-	-	2 238
- Terrain d'exploitation	2 238	-	-	2 238	-	-	-	-	2 238
- Immeubles d'exploitation Bureaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Immeubles d'exploitation Logements de fonction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Mobilier et matériel d'exploitation	26 763	215	27	26 951	18 550	2 415	27	20 938	6 013
- Mobilier de bureau d'exploitation	2 530	20	-	2 550	1 914	252	-	2 166	384
- Matériel de bureau d'exploitation	6 645	33	-	6 678	2 647	945	-	3 592	3 086
- Matériel Informatique	17 520	162	27	17 655	13 950	1 208	27	15 131	2 524
- Matériel roulant rattaché à l'exploitation	32	-	-	32	20	5	-	25	7
- Autres matériels d'exploitation	36	-	-	36	19	5	-	24	12
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	12 090	2 398	-	14 488	7 789	434	-	8 223	6 265
- Immobilisations corporelles hors exploitation	1 418	-	-	1 418	377	29	-	406	1 012
- Terrains hors exploitation	833	-	-	833	-	-	-	-	833
- Immeubles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Mobiliers et matériel hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations corporelles hors exploitation	585	-	-	585	377	29	-	407	178
TOTAL	213 088	4 975	27	218 036	70 780	7 459	27	78 212	139 824

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE			
	En Milliers de Dh		
	31/12/2021	31/12/2020	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	1 094 087	1 101 030	
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-		
Crédits documentaires import	-		
Acceptations ou engagements de payer	-		
Ouvertures de crédit confirmés	-		
Engagements de substitution sur émission de titres	-		
Engagements irrévocables de crédit-bail	-		
Autres engagements de financement donnés	-		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	1 094 087	1 101 030	
Crédits documentaires import	-		
Acceptations ou engagements de payer	-		
Ouvertures de crédit confirmés	-		
Engagements de substitution sur émission de titres	-		
Engagements irrévocables de crédit-bail	1 094 087	1 101 030	
Autres engagements de financement donnés	-		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-		
Crédits documentaires export confirmés	-		
Acceptations ou engagements de payer	-		
Garanties de crédits donnés	-		
Autres cautions, avals et garanties donnés	-		
Engagements en souffrance	-		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-		
Garanties de crédits donnés	-		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-		
Autres cautions et garanties donnés	-		
Engagements en souffrance	-		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	1 009 156	1 585 708	
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	302 000	700 000	
Ouvertures de crédit confirmés	-		
Engagements de substitution sur émission de titres	-		
Autres engagements de financement reçus	302 000	700 000	
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	707 156	885 708	
Garanties de crédits	707 156	885 708	
Autres garanties reçues	-		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-		
Garanties de crédits	-		
Autres garanties reçues	-		

CAPITAUX PROPRES				
	En Milliers de Dh			
	Encours 31/12/2020	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2021
Ecart de réévaluation	-	-	-	-
Réserve légale	27 768	-	-	27 768
Autres réserves	159 450	-	-	159 450
Primes d'émission, de fusion et d'apport	236 556	-	-	236 556
CAPITAL				
Capital appelé	277 677	-	-	277 677
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires Capital non versé	-	-	-	-
REPORT À NOUVEAU (+/-)	219 492	-13 916	-	205 576
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-	90 736	90 736
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	19 405	-19 405	-	-
TOTAL	940 348	-33 321	90 736	997 763

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				
	En Milliers de Dh			
NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations TVA de l'exercice	Solde fin d'exercice
A - TVA collectée	186 946	770 110	784 691	172 365
B - TVA à récupérer	83 222	646 094	621 929	107 387
Sur charges	1 050	108 913	109 291	672
Sur immobilisations	82 172	537 181	512 638	106 715
C - TVA due ou crédit de TVA	103 724	124 016	162 762	64 978

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		
	En Milliers de Dh	
	31/12/2021	31/12/2020
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	82 859	77 620
Charges de personnel	48 719	46 730
- Salaires et appointements	38 764	36 257
- Charges d'assurances sociales	5 610	5 561
- Charges de retraite	3 278	3 299
- Charges de formation	165	286
- Autres charges de personnel	902	1 347
Impôts et taxes	396	396
- Taxes urbaines et taxes d'équité	-	-
- Patente	328	328
- Autres impôts et taxes	68	68
Charges externes	25 081	22 298
- Loyers de crédit-bail et de location	1 034	1 275
- Frais d'entretien et de réparation	6 488	5 936
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	6 463	5 448
- Transports et déplacements	3 006	2 768
- Publicité, publications et relations publiques	2 556	1 214
- Autres charges externes	5 534	5 657
Autres charges générales d'exploitation	1 204	1 025
- Autres charges réparties sur plusieurs exercices	608	872
- Dons, libéralités et lots	-	-
- Autres charges générales d'exploitation	596	153
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	7 459	7 171
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	7 459	7 171

AUTRES PRODUITS ET CHARGES		
	En Milliers de Dh	
	31/12/2021	31/12/2020
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	101	230
- Autres produits d'exploitation non bancaire	101	230
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	89 401	106 831
- Reprises de provisions pour créances en souffrance	62 486	106 831
- Récupérations sur créances amorties	-	-
- Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement	-	-
- Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
- Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
- Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-
- Reprises de provisions pour autres risques et charges	-	-
- Reprises des autres provisions	26 915	-
PRODUITS NON COURANTS	-	9 788
- Reprises non courantes des amortissements	-	-
- Reprises non courantes de provisions	-	-
- Autres produits non courants	-	9 788
AUTRES CHARGES BANCAIRES	664	222
- Charges sur moyens de paiement	-	-
- Autres charges sur prestations de service	-	-
- Diverses autres charges bancaires	664	222
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	-	-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	7 459	7 171
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	4 581	4 640
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	2 878	2 531
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-	-
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURABLES	228 528	264 700
- Dotations aux provisions pour créances en souffrance	148 304	167 680
- Pertes sur créances irrécouvrables	31 187	53 939
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	-	-
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
- Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-
- Dotations aux provisions pour autres risques et charges	12 122	43 081
- Dotations aux provisions réglementées	-	-
- Dotations aux autres provisions	36 915	-
CHARGES NON COURANTES	3 003	4 350
- Dotations non courantes aux amortissements	-	-
- Dotations non courantes aux provisions	-	-
- Autres charges non courantes	3 003	4 350

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	En Millions de Dh	
	MONTANTS	MONTANTS
I - RESULTAT NET COMPTABLE	-	-
Bénéfice net	90 736	-
Perte nette	-	-
II - REINTEGRATIONS FISCALES	99 860	-
1- Courantes	96 570	-
- Impôt sur les sociétés	55 531	-
- Provisions pour risques et charges	36 915	-
- Provisions pour congé payé 2021	4 093	-
- Excédents d'Amortissements	31	-
2- Non courantes	3 290	-
- Charges sur immobilisations hors exploitation	29	-
- Charges non courantes (cohesion sociale)	2 734	-
- Charges non courantes	527	-
III - DEDUCTIONS FISCALES	-	40 512
1- Courantes	-	30 886
- Provisions sur congé payé 2020	-	3 971
- Reprises pour risques et charges	-	26 915
2- Non courantes	-	9 626
- Reprise de Provisions déjà soumises à l'IS lors CF CES	-	149
- Reprise de Provisions déjà soumises à l'IS lors CF P terrain	-	9 477
TOTAL	190 596	40 512
IV - RESULTAT BRUT FISCAL	-	-
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	150 084	-
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)	-	-
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)	-	-
Exercice n-4	-	-
Exercice n-3	-	-
Exercice n-2	-	-
Exercice n-1	-	-
VI - RESULTAT NET FISCAL	-	-
Bénéfice net fiscal (A - C)	150 084	-
OU	-	-
Déficit net fiscal (B)	-	-
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES	-	-
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER	-	-
Exercice n-4	-	-
Exercice n-3	-	-
Exercice n-2	-	-
Exercice n-1	-	-

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

EFFECTIFS

EFFECTIFS	En nombre		
	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Effectifs rémunérés	102	102	97
Effectifs utilisés	102	102	97
Effectifs équivalent plein temps	102	102	97
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-	-
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-	-
Cadres (équivalent plein temps)	58	58	56
Employés (équivalent plein temps)	44	44	41
dont effectifs employés à l'étranger	-	-	-

RESEAU

RESEAU	En nombre	
	31/12/2021	31/12/2020
Guichets permanents (Agences : Tanger, Rabat, Agadir, Fès)	4	4
Guichets périodiques	NEANT	NEANT
Guichets automatiques de banque	NEANT	NEANT
Succursales et agences à l'étranger	NEANT	NEANT
Bureaux de représentation à l'étranger	NEANT	NEANT

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS
I - DATATION

Date de clôture (1)	31 DECEMBRE 2021
Date d'établissement des états de synthèse (2)	22 FEVRIER 2022

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
 (2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II - EVENEMENTS POSTERIEURS AU 31 12 2021

NEANT

LISTE DES ETATS PORTANT LA MENTION NEANT

Etat de Changement des Méthodes
 Etat des Créances Subordonnées

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	En Millions de Dh		
	Exercice 2021	Exercice 2020	Exercice 2019
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	1 117 809	1 060 395	1 040 996
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	371 155	278 126	330 747
2- Résultat avant impôts	146 267	48 305	115 840
3- Impôts sur les résultats	55 531	28 900	43 618
4- Bénéfices distribués	33 321	-	44 428
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	205 576	219 492	147 270
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	33	7	26
Bénéfice distribué par action ou part sociale (N-1)	12	-	16
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	38 764	36 257	35 125
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	102	102	97

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2021

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue%
		Exercice précédent	Exercice actuel	
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	BD ZERKTOUNI CASABLANCA	1 474 672	2 419 089	87,12%
CIH	BD HASSAN II CASABLANCA	944 417	-	0,00%
FLOTTANT EN BOURSE	BOURSE DE CASABLANCA	198 184	198 184	7,14%
THE ARAB INVESTISMENT COMPAGNY	RIYAD - ARABIE SAOUDITE	159 495	159 495	5,74%

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE AU 31/12/2021

Au 31 décembre 2021, la concentration des risques sur un même bénéficiaire dépassant les 10% des FP sont au nombre de 12 avec un encours global de 3 547 377 KDH.

DETTES SUBORDONNEES

	MONTANT GLOBAL	NON APPARENTE	APPARENTES				31/12/2021	31/12/2020
			ETS DE CRED & ASSIM	ESES FINANCIERES	ESES NON FINANCIERES	AUTRES APPARENTES		
DETTES SUBORDONNEES	120 046	-	120 046	-	-	-	120 046	120 047
DETTES SUBORDONNEES A DUREE DETERMINEE	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnés à durée déterminée auprès des établissements de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
DETTES SUBORDONNEES A DUREE INDETERMINEE	120 000	-	120 000	-	-	-	120 000	120 000
Titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des établissements de crédit	120 000	-	120 000	-	-	-	120 000	120 000
Emprunts subordonnés à durée indéterminée auprès des établissements de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A PAYER	46	-	46	-	-	-	46	47

DETAIL DES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

En Milliers de Dh

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en%	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
Participations dans les entreprises liées									
CHAABI LLD	LOCATION LONGUE DUREE	31 450	1,4%	6 000	1 260	31/12/2021	95 225	16 511	218
TOTAL		31 450		6 000	1 260		95 225	16 511	218

DEPOTS DE LA CLIENTELLE AU 31 DÉCEMBRE 2021

En Milliers de Dh

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2021	Total 31/12/2020
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	-	38 439	-	38 439	34 967
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	-	-	-
DEPOTS A TERME	-	-	-	-	-	-
AUTRES COMPTES CREDITEURS	-	-	11 574	-	11 574	27 611
INTERETS COURUS A PAYER	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	50 013	-	50 013	62 578

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En Milliers de Dh

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés	-	B- Affectation des résultats	-
Report à nouveau	219 492	Prime d'émission	-
Résultats nets en instance d'affectation	19 405	Réserve légale	-
Résultat net de l'exercice	-	Réserve facultative	-
Prélèvement sur les bénéfices	-	Dividendes	33 321
Autres prélèvements	-	Report à nouveau	205 576
TOTAL A	238 897	TOTAL B	238 897

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

En Milliers de Dh

ACTIF	31/12/2021	31/12/2020
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES	-	-
DEBITEURS DIVERS	136 416	127 096
Sommes dues par l'Etat	136 286	126 770
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	62	115
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	68	211
DÉPÔTS DE GARANTIE VERSÉS SUR OPÉRATIONS DE MARCHÉ	-	-
Dépôts et cautionnements constitués	-	-
Sommes diverses dues par les actionnaires et associés	-	-
Divers autres débiteurs	68	211
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	-	-
COMPTES DE REGULARISATION	1 452	2 106
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	-
Résultats potentiels sur produits dérivés de couverture	-	-
CHARGES À RÉPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	1 328	1 936
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	1 328	1 936
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	-	-
PRODUITS À RECEVOIR ET CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	124	170
Produits à recevoir	-	-
Charges constatées d'avance	124	170
AUTRES COMPTES DE RÉGULARISATION	-	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	-	-
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES	-	-
TOTAL AUTRES ACTIFS	137 868	129 202

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

En Milliers de Dh

PASSIF	31/12/2021	31/12/2020
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	-	-
CREDITEURS DIVERS	595 771	567 590
Sommes dues à l'Etat	319 746	300 507
Sommes dues aux organismes de prévoyance	1 363	1 350
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-
Dividendes à payer	-	-
VERSEMENTS REÇUS SUR AUGMENTATION DE CAPITAL	-	-
Comptes courants d'associés créditeurs	-	-
Autres sommes dues aux actionnaires et associés	-	-
FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVICES	117 245	179 528
DIVERS AUTRES CRÉDITEURS	157 417	86 205
Dépôts de garantie reçus sur opérations de marché	-	-
Coupons sur titres de créances émis à payer	-	-
Titres émis amortis et non encore remboursés	-	-
Commissions à verser à Bank AL-Maghrib	-	-
Divers autres créditeurs	157 417	86 205
COMPTES DE REGULARISATION	108 191	111 100
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	-
Résultats potentiels sur produits dérivés de couverture	-	-
COMPTES DE LIAISON ENTRE SIÈGE, SUCCURSALES ET AGENCES AU MAROC	-	-
CHARGES À PAYER ET PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCES	104 321	98 612
Charges à payer	10 068	7 270
Produits constatés d'avances	94 253	91 342
AUTRES COMPTES DE RÉGULARISATION	3 870	12 488
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	3 870	12 488
TOTAL AUTRES -PASSIF	703 962	678 690

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

En Milliers de Dh

Libellé de la rubrique	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produits de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT BAIL AVEC OPTION D'ACHAT	3 041 592	2 698 969	342 623	380 909	53 853	15 567

ETAT DES DEROGATIONS AU 31 DECEMBRE 2021

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. DÉROGATIONS AUX PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX	En référence à la demande de l'APSF auprès de Bank-Al Maghrib, formulée dans le cadre de cette crise, un traitement comptable dérogatoire au moratoire accordé pour les sociétés de crédit bail et LOA en application de la mesure de soutien décidée par le Comité de veille Economique et le Conseil national de comptabilité dans son avis n°13, ainsi que la note de la DGI: D124/21/DGI. Ce traitement a été également motivé par l'autorisation de Bank Al Maghreb.	Le traitement consiste à procéder à une suspension des dotations aux amortissements des biens donnés en crédit-bail sur la durée du moratoire pour les dossiers ayant fait l'objet de suspension des loyers concernant l'écosystème touristique pendant la période du 01/01/2021 au 31/03/2021.
II. DÉROGATIONS AUX METHODE D'ÉVALUATION NEANT	NEANT	NEANT
III. DÉROGATIONS AUX RÈGLES D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS DE SYNTHÈSE NEANT	NEANT	NEANT



المغربية للإيجار

MAROC LEASING

GRUPE BANQUE POPULAIRE